

10 Faits divers & Justice

Opération Mamba/ Affaire Santullo

La galaxie Santullo : où sont-ils et qui sont-ils ?

Lin-Joël NDEMBET
Libreville/ Gabon

De révélations en révélations, la bombe à forte déflagration dans le milieu politico-administratif et financier de notre pays, que représente l'affaire Santullo, n'a pas fini de faire des victimes directes et collatérales. Des victimes issues des sphères décisionnelles, des milieux d'affaires nourrissant un réseau tentaculaire au service d'un personnage, Guido Santullo, qui s'en est mis plein les poches, en bénéficiant de la complicité de plusieurs compatriotes, entre autres.

DANS les milieux politico-administratif, comme financier de notre pays, et même dans la population, la seule évocation de Guido Santullo - le sulfureux homme d'affaires franco-italo-guinéen, propriétaire du groupement Séricom-Gabon -, renvoie immédiatement au plus retentissant scandale financier jamais connu au Gabon.

L'individu est en procès avec la République gabonaise. Devant le tribunal arbitral de Paris, il réclame 200 milliards de reliquat des travaux réalisés sur des nombreux chantiers ainsi que plus de 100 milliards au titre des intérêts de retard. Ce montant représente quasiment une année d'investissements au budget de l'Etat. Pendant ce temps, il est, lui aussi, poursuivi par la justice gabonaise dans le cadre de l'opération Mamba lancée par le gouvernement pour des faits de corruption active, blanchiment de fonds, sur fond de fraudes fiscales et douanières.

La détermination du gouvernement gabonais à faire, coûte que coûte, la lumière sur les pratiques auxquelles s'est livré le président du groupement Santullo Séricom Gabon, dans le cadre de l'opération Mamba, a conduit à la mise à nu de ce qui apparaît véritablement comme une organisation extrêmement élaborée ayant permis à ce promoteur de s'en mettre plein les poches au Gabon, après avoir réussi, de la même manière, le même coup en Guinée Conakry. Et bientôt au Cameroun où, de sources sûres, il serait en train de reproduire un schéma de prédation quasi identique.

Dans les milieux proches de l'enquête, ce dossier, qui se présente bien lourd et troublant, n'a pas



Photo : SM



Photo : AEE

Guido Santullo a corrompu plusieurs cadres de notre administration pour arriver à ses fins. Photo de droite : Pour rapatrier frauduleusement les fonds en Europe, Santullo a utilisé l'établissement Epargne et développement du Gabon.

encore livré tous ses secrets. Une véritable bombe. Car, les victimes directes et collatérales de la violence de sa déflagration avoisinent déjà la dizaine à la prison centrale de Libreville et ailleurs. Certaines d'entre elles vivent difficilement ce processus judiciaire en cours, son issue ne manquant pas de troubler leur sommeil.

Quand Guido Santullo, dépose ses valises au Gabon début 2010, après des déboires judiciaires en Guinée, son ambition est de devenir un personnage incontournable dans le bâtiment et les travaux publics (BTP), car il est informé du ferme engagement des autorités gabonaises de réaliser de vastes projets d'aménagement et de développement.

MARCHES PUBLICS PAR ENTENTE DIRECTE

Très actif, en véritable roublard et « renard des marchés », l'homme parviendra à se faire octroyer, en l'espace de deux ans (2010 à 2012), dix marchés publics par entente directe pour un montant cumulé de 420 milliards de francs. Comment s'en est-il pris ? Qui sont et où sont ses pions ?

Ce sont autant de questions qui se posent depuis le déclenchement de cette sulfureuse affaire.

Croulant sous une pile de dossiers, une source bien informée ayant requis l'anonymat, pèse bien ses mots pour décrire le mode opératoire. « Une tentacule », affirme-t-elle. En effet, il est établi aujourd'hui que, fort de ses premiers contacts issus pour certains de la galaxie présidentielle, Santullo a mis en place un

véritable mécanisme de prédation bien huilé.

Dans son vaste dessein d'engranger des marchés publics sans avoir à se soumettre aux lois et règlements en vigueur, il réussira à s'attirer les faveurs de personnalités politiques, administratives et autres facilitateurs.

Nombreux sont ceux qui s'activeront. Et peut-être pas seulement Magloire Ngambia. Même si à l'époque, en tant que détenteur de l'important portefeuille ministériel de l'Economie, des investissements, il apparaît aujourd'hui comme le principal lieutenant, sinon, « l'associé » direct pour avoir été beaucoup plus à la manœuvre. Car, les projets les plus emblématiques du gouvernement ont été accordés à Santullo, avec beaucoup trop de facilité, et surtout sur la base de simples contrats engageant fort malheureusement l'Etat gabonais.

L'enquête fait également apparaître qu'il s'est arrangé à obtenir, par la corruption de l'administration en charge du contrôle au ministère des Travaux publics, notamment, une espèce de "non regard" sur l'exécution des travaux, permettant ainsi la validation en « Attachement » de quantité de travaux réalisés au nombre incalculable. Des hauts responsables de cette administration ont cédé face aux propositions alléchantes. Grégoire Bayima, ancien

directeur général de l'entretien des routes et aéroports (DGERA), ainsi que Gilles-Rodrigue Bongo, directeur général des Infrastructures terrestres (DGIT) pour corruption, actuellement en détention, comptent parmi ces personnalités. Dans sa toile, la chaîne financière devait être également acquise à sa cause, pour pouvoir réaliser l'objectif qu'il s'est assigné. Il parviendra à ses fins, ladite chaîne s'étant, à plusieurs niveaux, montrée trop poreuse au vu des facilités, à la complicité active ou passive dont il s'est assuré pour bénéficier des paiements sur la base de "fausses" factures et / ou sans contrôle réel de ces documents comptables.

Du ministère de l'Economie, au Budget, au Trésor public, en passant par la Caisse des dépôts consignations (CDC) et le Fonds d'entretien routier, des hauts responsables se sont mis au service de cet homme. D'où l'implication, à ce jour, de Landry Patrick Oyaya, directeur général du Fonds d'entretien routier (FER), pour avoir décaissé un peu plus de 20 milliards pour les travaux du pont de Kango réalisés par le groupement Séricom-Gabon.

Du ministère de l'Economie, au Budget, au Trésor public, en passant par la Caisse des dépôts consignations (CDC) et le Fonds d'entretien routier, des hauts responsables se sont mis au service de cet homme. D'où l'implication, à ce jour, de Landry Patrick Oyaya, directeur général du Fonds d'entretien routier (FER), pour avoir décaissé un peu plus de 20 milliards pour les travaux du pont de Kango réalisés par le groupement Séricom-Gabon.

Suite en page 11

